



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-10-2017

Rapport au Bureau National

du 18 octobre 2017

Nous sommes à un mois de notre initiative nationale sur l'anniversaire de la révolution russe. Nous ferons le point sur sa préparation et son organisation, la prise en compte de l'importance de cet événement par les adhérents, l'utilité de notre initiative dans la situation actuelle.

Cet anniversaire va en effet permettre de revenir sur ce que la révolution a apporté au peuple russe pour lui-même, ce qu'elle a eu comme influence et comme impact dans les pays du monde, les luttes de libération qu'elle a permis.

Sitôt la chute de l'URSS, le capitalisme, l'impérialisme se sont fortement développés, la course au profit a amené l'austérité imposée au peuple, les agressions, les conflits armés, les guerres, la destruction d'états entiers démontre bien que le capital n'a pas pour but de résoudre le problème de l'humanité. Il n'a pas été créé pour cela mais bien pour exploiter les peuples et les ressources de la planète pour le profit capitaliste.

Notre initiative du 18 Novembre est donc importante, l'anniversaire de la révolution russe fait déjà l'objet d'une bataille idéologique intense consistant à dévoyer, manipuler l'histoire pour tenter de démontrer qu'il n'y a pas d'autre solution que de se soumettre à une société dirigée par le capital.

Nous avons donc cette tâche et cette responsabilité : faire la démonstration qu'une société débarrassée du capital répondant aux besoins du peuple est une société d'avenir à construire, mais pour cela il y a une condition incontournable, il faut la lutte politique pour prendre le pouvoir économique et politique au capital, socialiser les moyens de production et d'échange pour que les richesses reviennent au peuple afin de satisfaire les besoins sociaux.

Tout démontre, depuis que nous nous sommes créés, que l'espace politique existe pour développer nos idées et renforcer notre parti parce que sans parti révolutionnaire, il n'y aura jamais de société révolutionnaire.

Notre tâche est donc immense dans la situation actuelle où le capital n'a pas d'autre choix que se développer en France et ailleurs pour accumuler du profit.

En France, nous en voyons et mesurons les effets : tous les domaines, tous les secteurs de la vie sont attaqués. Il s'agit pour les équipes gouvernementales qui se succèdent de mettre toute la société au service du capital.

Rien ne doit échapper au profit capitaliste, rien ni personne ne doit s'y opposer. Cela fait l'objet d'un mécontentement profond, d'une colère de plus en plus visible, une expression dans les mobilisations de plus en plus revendicative.

Nous savons bien que ce n'est pas suffisant, nous savons qu'il faut encore plus de force dans les luttes, plus de coordination, plus d'ancrage dans les entreprises, plus d'analyse et d'engagement politique pour changer les choses.

Tout cela, on le sait, c'est la raison pour laquelle **la question de notre influence et du renforcement du parti est essentielle.**

Nous avons affaire à un appareil d'État uniquement consacré à la politique du capital, le contraire serait surprenant... un réseau de propagande dédié entièrement à expliquer la politique actuelle et l'impossibilité de faire autrement. Toutes idées contraires sont combattues. On a rarement vu la presse télévisée écrite et parlée à ce point au service du capital, rappelons que les médias sont à 90 % aux mains des grands groupes capitalistes.

Ne soyons donc pas surpris des difficultés auxquelles nous sommes confrontés, ce sera long et difficile mais voyons bien les progrès accomplis, l'accueil, l'écoute de nos propositions, les adhésions réalisées, les travailleurs qui viennent dans nos réunions pour débattre et dont le cercle s'élargit, le nombre de tracts que nous sommes aujourd'hui en capacité de distribuer, le nombre d'entreprises où nous avons des contacts réguliers avec les travailleurs... Tout cela, il faut le mesurer à sa juste valeur pour pousser encore plus loin, améliorer encore notre activité dans les départements.

Nous sommes à un peu plus de deux mois de la fin d'année, on doit déjà réfléchir et envisager des assemblées de remise de cartes 2018 dans les départements, prendre des initiatives pour ouvrir les assemblées de cellules à toutes celles et ceux qui s'interrogent, qui cherchent une issue politique, une solution à leurs problèmes. Faire des assemblées ouvertes pour faire de la politique, expliquer la nôtre parce qu'on va en avoir besoin.

« Transformer la société » c'est l'objectif répété de Macron et son équipe. Les mots employés ne sont pas anodins, ils sont prononcés volontairement car il s'agit de casser l'ensemble des repères sociaux qui existent encore. Tout ce qui est collectif doit disparaître, le droit n'est dédié qu'à l'individu au service exclusif du capital.

La casse du code du travail est le dernier exemple en date mais il suffit d'examiner le budget 2018 pour voir l'ampleur de la casse : sécurité sociale, éducation nationale, université, accès à la santé, formation professionnelle, indemnités chômage, collectivités territoriales, remise en cause des retraites et blocages des pensions, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, blocage des salaires, nouvelle vague de taxes diverses sur le tabac, l'essence, les timbres-poste, taxes locales sur les catastrophes (inondations et

autres), et tout ce qui se prépare sur la politique du logement, les restructurations dans les banques, le commerce, l'agriculture, et la poursuite de la casse industrielle.

Il faut donc bien prendre en compte les propos de Macron, oui, il s'agit bien d'une transformation profonde et cohérente de la société pour la mettre totalement au service du capital qu'ils veulent imposer. Certes, les gouvernements précédents ont fait leur part de ce travail mais aujourd'hui le capital a besoin de franchir une étape supplémentaire pour développer son profit et ceci quelles qu'en soient les conséquences. Il tente de se protéger des luttes qu'il craint en faisant voter des lois répressives et en faisant condamner l'activité syndicale car il faut qu'il aille plus vite et plus loin.

Cela n'empêche pas les luttes, parce que la lutte des classes est un fait. Nier les rapports de classe comme le Medef et Macron s'y emploient avec acharnement est un échec.

Le mécontentement est profond, nous l'avons dit, et les luttes se développent malgré tous les obstacles.

La recomposition politique d'abord qui n'a pas d'autre but que d'éviter les vrais sujets et le vrai coupable de la situation.

La droite qui ne débat que sur le nom de son futur chef et qui regrette que Macron n'aille pas plus loin. Le Parti Socialiste en pleine décomposition, les Verts réduits à un groupuscule, le Parti Communiste Français qui veut un parti « à l'image du XXI^e siècle » et qu'il est prêt à transformer sans tabou.

Mélenchon qui a beaucoup de mal à répondre aux questions que se posent les mécontents dont il veut être le chef. Il rend même les syndicats responsables de la politique actuelle en condamnant leur immobilisme. Son action politique s'éclaircit de plus en plus, il veut renégocier les traités européens comme si c'était possible dans une Europe créée essentiellement pour servir les intérêts du capital. Son discours sur le réchauffement de la planète et l'écologie est à mourir de rire si ce n'était pour tenter de piéger celles et ceux qui veulent un véritable changement et s'opposer à la politique actuelle. Pas un mot sur les responsabilités du capital.

Le Front National confronté à des tensions internes suite aux dernières élections cherche le moyen d'être le meilleur recours à la politique du capital en modifiant son discours sur l'Europe et en renforçant ses thèses anti immigration et antisyndicales.

On le voit bien tous ces grenouillages politiques ne consistent qu'à masquer la politique du capital ce qui démontre bien que nous sommes les seuls à porter une perspective révolutionnaire débarrassée du capitalisme.

Reste le syndicalisme, acteur important dans la vie sociale, dans les rapports sociaux et donc dans les luttes. Répétons-le, le syndicalisme de lutte de classe a été remplacé depuis longtemps par une stratégie de « dialogue social ». Cette stratégie conduit à « négocier » avec les patrons et le pouvoir au nom de la « démocratie ». Les conséquences se mesurent au nombre de reculs de l'ensemble des acquis sociaux conquis par les luttes puissantes et massives de la classe ouvrière française.

Les travailleurs veulent lutter, cette volonté de ne pas se laisser faire contredit la politique de « dialogue social » engagé avec le Medef et les gouvernements. Cela pose problème en interne, on l'a vu avec Force Ouvrière dont son secrétaire général Mailly a été mis en minorité parce qu'il a refusé de répondre aux initiatives de lutte, on le voit également avec la CFDT dont les adhérents sont de plus en plus nombreux à « grogner » et participer aux initiatives nationales et locales, avec la CGC qui exprime son refus des ordonnances. La CGT quant à elle, est à l'initiative des luttes interprofessionnelles et professionnelles actuelles, elle est de toutes les luttes qui se mènent et qui se multiplient, luttes qui ne se sont jamais arrêtées, y compris pendant les élections, avec l'emploi, les salaires, les conditions de travail au cœur des revendications des travailleurs.

Depuis la rentrée il y a eu de nombreuses initiatives : le 12 septembre à l'appel de la CGT FSU contre la casse du code du travail, le 21 septembre, le 28 septembre avec les retraités pour la défense des pensions contre l'augmentation de la CSG, le 10 octobre à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires dont on a pu constater la présence de nombreux syndicats du privé, le 13 octobre à l'appel de la fédération de métallurgie devant les unions patronales. Demain 19 octobre une nouvelle journée d'action interprofessionnelle à l'appel de

la CGT est prévue. Les confédérations doivent se rencontrer à la suite des discussions avec Darmarnin qui a annoncé la poursuite du blocage des salaires dans la fonction publique.

Comme on le voit, les initiatives se multiplient elles sont de plus en plus marquées par l'idée qu'il faut les unifier et les ancrer à l'entreprise pour être plus fort et plus efficace.

Cette idée commence à faire son chemin malgré la position actuelle des centrales syndicales qui privilégient avant tout le « dialogue » ou tous les sujets sont abordés saufs que les discussions ne consistent qu'à examiner la manière et le rythme de la casse des acquis sociaux. C'est le cahier de revendications du Medef qui est discuté et non pas les revendications des travailleurs, cela surprend personne. Il faut donc pousser aux luttes mais nous voyons bien les limites des luttes sociales, indispensables, essentielles pour faire reculer le capital, elles ne l'ont jamais supprimé. Lutter pour prendre le pouvoir politique et économique est la question incontournable pour changer de société, il faut que nous nous expliquions davantage sur cette question. Renforcer notre parti, c'est renforcer la lutte pour chasser le capital cela va sans dire.

Une autre question vient en débat dans cette recherche de perspective politique : est-ce que les moyens existent et comment faire ? Poser la question des moyens c'est douter de leur existence, il faut donc donner des explications le plus clairement possible. Les richesses produites en France c'est 2220 milliards aujourd'hui, à qui profitent-elles ? Qui les possèdent ? Les profits des entreprises explosent, c'est le résultat de l'exploitation du travail mais à quoi ils servent ? À répondre aux revendications ? Aux investissements ou à la rémunération des actionnaires ?

Pourquoi les partis politiques qui n'ignorent rien de la situation ne font rien pour que ça change ? Ces questions pour le moins terre-à-terre existent. Lorsque nous disons il faut prendre le pouvoir politique et économique : il faut qu'on l'on s'explique, il faut aussi dire que sans lutte rien ne se passera, le peuple sera toujours exclu du pouvoir. L'engagement politique dans la lutte est donc la question centrale du changement de société débarrassé du capital. Est-ce que nous avons ce type de débat avec les adhérents ? Le Bureau National pourrait

proposer que les initiatives à venir dans les départements à l'occasion de la remise de cartes 2018 abordent ces questions de fond.

Notre dernier Comité National du 23 septembre dernier a souligné, les attaques sans précédent du pouvoir actuel sur les acquis sociaux. Dans nos débats, il faut dire et donner les arguments pour faire la démonstration que l'on peut faire autrement, et comment faire pour y parvenir.

La situation sociale et économique en France répond aux exigences des multinationales nous le savons. Ce sont les annonces de nouvelles vagues de licenciements, de fermetures de sites, de fusions entre multinationales. Tout cela se fait avec l'entier accord du pouvoir actuel : Alstom-Général Electric-Schneider Electric-restructurations dans les banques-dans la grande distribution-dans l'agriculture, à chaque annonce, le gouvernement se précipite et se déploie pour accompagner les mauvais coups. Ajoutons la vague de privatisations voulue par le MEDEF.

Montrons aussi les possibilités énormes qui existent dont j'ai déjà parlé, pour faire une autre politique.

Le capital agit car il est contraint de développer le profit en France et partout ailleurs, on voit les moyens qu'il utilise, ce sont les plus violents pour s'accaparer les richesses des pays où il veut imposer sa loi. Que ce soit en France ou ailleurs la démarche est la même, il réprime pour imposer. Certes les moyens répressifs sont différents mais tout ce qui s'oppose au capital et à son développement est réprimé.

La situation internationale est en constante évolution, la concurrence internationale inter impérialiste amène des tensions extrêmes qui peuvent déboucher sur un conflit majeur, cela fait longtemps que nous le soulignons. Là aussi les impérialismes s'affrontent pour défendre les intérêts des multinationales ce qui aboutit à une course folle au profit sans aucun souci des conséquences humaines. On le voit tous les jours en Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Yémen, en Afrique, en Amérique Latine. Des villes sont complètement détruites, des infrastructures exsangues, des Etats qui n'existent plus pour que le capital puisse régner en toute impunité. On a souligné l'importance de la chute de l'URSS on en voit aujourd'hui les conséquences. La lutte inter

impérialiste, les affrontements qu'elle génère, est illustrée par la position des USA qui veulent dominer le monde. Le budget militaire des USA est égal à celui du reste du monde. Il s'élève à 611 milliards de dollars mais l'hégémonie impériale des USA est contestée aujourd'hui par le développement économique d'autres pays. Le premier exemple, mais ce n'est pas le seul, qui vient en tête est la Chine dont les zones d'influence se sont étendues considérablement et viennent concurrencer le commerce US et du reste du monde. L'Asie est devenue un lieu d'affrontement au sein de l'impérialisme (lire notre article sur le site).

Nous devons apporter un éclairage sur la situation internationale au même titre que la situation en France. Le faisons-nous dans les départements parce que l'on sait bien que la question de la politique internationale n'est pas le sujet que l'on aborde quotidiennement? Quelles explications apportons-nous sur la situation internationale ? Sur les pays agressés ? Par qui et pourquoi ? Dans quel but ?

Plus près de nous, la situation en Catalogne suscite beaucoup de débats. Quels sont les enjeux ? Il faut faire connaître notre déclaration largement, avoir un débat avec nos adhérents. Nous avons tout intérêt à argumenter sur les causes de ces situations très diverses parfois mais avec un même fond politique. Ne pas se perdre dans les détails qui ne mènent à rien.

Remarquons en France le silence pesant des partis politiques sur ces questions internationales. La dernière position des USA vis-à-vis de l'Iran, les déclarations de Trump et d'Israël concernant l'Unesco ont fait l'objet d'une complaisance coupable des pays concernés.

Le Parti Communiste chinois tient son congrès à partir d'aujourd'hui, son emprise sur l'économie mondiale ne cesse d'évoluer, et il serait étonnant que cela s'arrête, les tensions internationales ne vont pas diminuer. Toutes les grandes puissances jouent leur propre partition, la paix est menacée au nom du développement du capitalisme. Nous devons avoir ce débat avec nos adhérents, profitons de l'anniversaire de la révolution russe pour l'engager.